

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/FMI-Argentine-Sortir-du-defaut>

FMI-Argentine Sortir du défaut

?

- Argentine - Économie - Dette externe -

Date de mise en ligne : vendredi 14 janvier 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Gabriel Martin

[*Investigaciones Rodolfo Walsh*](#), 14 janvier 2005.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/png/doc-317.png>] Un pays pieds et poings liés cherche, ce qui est mal nommé, une "réinsertion dans le monde" comme si le fait de tomber du globe était possible. Le 12 janvier 2005, le ministre de l'Économie Roberto Lavagna a officiellement lancé l'Echange des Bons pour une renégociation qui permettrait à l'Argentine d'avoir à nouveau les portes ouvertes des organisations multilatérales de crédit. Ceci va à l'encontre des spéculations qui ont eu cours durant les derniers deux mois quant à une éventuelle annulation de la dette avec le FMI, c'est-à-dire, rester hors de l'orbite les contrôles et des révisions de comptes de l'organisme. Mesure qu'évaluait aussi le Brésil.

Même si l'annulation avec le FMI semblait impossible, ce qui est certain, c'est que l'excédent du budget national a permis de solder les comptes avec le FMI dans un délai court qui n'excédait pas cinq ans, alors que les Etats-Unis -qui chevauchent le grand déficit de leur histoire pour résoudre l'occupation du Moyen-Orient- verraient d'un bon oeil l'arrivée d'argent frais.

Mais le changement de politique n'a pas été du à une question stratégique : bien que l'intention soit de se dégager du FMI, les membres du G-7, poussés par l'Italie, l'Allemagne et le Japon ont fait pression en sens contraire pour que l'Argentine "régularise" la situation de détenteurs privés de bons (en majorité des banques et des fonds d'investissement spéculatifs) et ne sorte pas de l'orbite du contrôle et de la domination de la politique économique au niveau Étatique du FMI, que contrôlent les mêmes membres du G-7 (l'Allemagne, la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, le Canada et le Japon).

A partir de là, le ministre Roberto Lavagna, bien qu'il ait maintenu un discours "dur" contre la bureaucratie du FMI, lance le 12 janvier l'échange de Bons.

Le montant total de la dette en défaut, après la cessation de paiements annoncée par Adolfo Rodriguez Saá au Congrès de la Nation le 23 décembre 2001, annonce fêtée par toute la classe politique argentine.

À partir de ce moment, au-delà de la chute de Rodriguez Saá quelques jours plus tard, l'Argentine a cessé les paiements des détenteurs d'obligations, s'embourbant dans une dette de 81,8 milliards de dollars dont 37% se trouvent dans des mains privées en Argentine, spécialement chez les organismes bancaires et AFJP (Caisses des retraites privées), et 17% en Italie tandis que l'Allemagne et le Japon possèdent près 10% chacun. Aux Etats-Unis, se trouvent 33% de ces bons, ce qui explique aussi le manque de prise de position à ce sujet : ou ils recevaient de l'argent par l'intermédiaire du FMI ou ils rentraient des devises par l'échange de bons. De toute façon, l'Argentine n'est jamais arrivée à cesser le paiement avec le FMI, de fait, en dépit de la forte rhétorique de Néstor Kirchner contre les organismes de crédit internationaux, durant ses deux années de gestion. Il a viré en espèces 32.000 millions de dollars, soit le paiement plus grand de l'histoire, en tenant compte du fait que la croissance de la dette externe, sauf à des rares occasions, se gère à travers des jeux d'écritures comptables sur un argent qui n'arrivait jamais.

Après des années de cessation de paiements, Lavagna a affirmé à la presse qu'avec une acceptation de 50% de la restructuration de la dette, la négociation sera un succès. La proposition du Gouvernement National, qui avait initialement dit qu'il ne se dépasserait pas une remise de 75%, est maintenant d'une moyenne de 50% à émettre avec trois nouveaux types de bons ; c'est pour le ministre d'Économie "la meilleure offre possible" et que "celle-ci est la dernière chance de négociation". Ces deux bons au moins, s'ils arrivent à bon port, permettraient d'en finir avec l'atomisation de bons qui se comptent par dizaines, ce qui complique toute négociation possible, dans le bon ou

mauvais sens.

Ces nouveaux bons seront négociables à partir du 1er avril de 2005, de toute façon, nombreux observateurs disent qu'avec une acceptation supérieure à 41%, la sortie du défaut est bouclée. Dans ce sens, ceux qui acceptent le Bon Par, qui ne présente aucune remise, est restreinte dans son émission qui ne peut pas dépasser les 15.000 millions de dollars, ce pourquoi le reste devrait être échangé par les Bons Remisés, avec une remise nominale de 66.3% avec une échéance en 2033 et les amortissements de capital à partir de 2024 et la capitalisations d'intérêts durant les dix premières années à 8.28 % en dollars, euro ou yens. À partir du 1er d'avril 2006 sera lancé un troisième Bon, du Cuasi Par, avec une remise nominale d'à peine 30.1 % avec échéance en 2045 et amortissements de capital à partir de 2036 à un taux fixe de 3.31 % dès 2013, seulement en pesos argentins et ce taux est ajusté par le CER.

Le jour suivant les annonces de Robert Lavagna, depuis l'Italie, où quelque 14,5 milliards de dollars ont été investis dans des bons argentins en défaut, le plan de restructuration a été rejeté par le premier ministre Berlusconi lui-même. En anticipant le refus, Lavagna a annoncé dans la conférence de presse que "l'Argentine ne rejette pas d'utiliser la voie judiciaire comme demandeur en défense des intérêts nationaux". Depuis Rome, le ministre de l'Économie Doménico Siniscalco a dit qu'il est "évident qu'il n'y a pas eu une négociation de bonne foi avec les épargnants".

Horacio Vázquez, titulaire d'un des groupes de détenteurs de bons en Argentine a dit que la proposition de Lavagna porte "sur des bons pourris sur lesquels elle ne se pourra pas faire un procès à l'Argentine".

Au-delà des allées et venus qui vont se faire dans les prochains jours, le processus sera long. Ce qui est clair, c'est que l'Argentine au moins profite, au lieu de solder avec le FMI, pour acheter des bons à meilleur prix puisque avec l'émission qui sera faite on dégagera plus de 50% de la dette entre les mains des détenteurs des bons. De toute façon, il est clair qu'on a cédé à la pression du G-7 pour rester à l'intérieur de l'orbite de contrôle et soumis aux organismes de crédit.

Et dans ce sens, c'est clair une fois de plus que dans un tel processus, l'État continue à encourir dans le grave manque de ne pas laisser entre les mains du Congrès de la Nation, l'unique autorisé par la Loi à traiter le sujet, tant le paiement comme la prise de dette.

Et bien que la rhétorique officielle semble combative, particulièrement avec la direction actuelle et antérieure du FMI, le gouvernement national "légalise" une fois de plus une dette frauduleuse, notamment l'actuelle, tant l'active que celle en défaut, qui serait inclusive un motif de causes judiciaires contre la direction du FMI.

Tant les bons, que 80% de la dette externe avec le Fonds Monétaire International, a été émis sous le "Blindage Financier" de la dernière ère de Domingo Cavallo (le même qui avait étatisé la dette externe en 1982 quand il était président de la Banque Centrale Argentine pendant la Dictature Militaire). La lettre organique du FMI interdit à l'organisme d'accorder des prêts dans des cas où la fuite de capitaux est évidente, ce qui a été ostensiblement fait pendant tout 2001 et en dépit de cela, l'organisme, a envoyé de l'argent à trois occasions (il convient de clarifier que la fuite de capitaux continue en ce moment même).

Pour preuve de ceci, le soutien immédiat à la proposition de Lavagna du patronat argentin, qu'il ne s'est jamais fait remarqué par une vocation nationaliste. L'Union Industrielle Argentine (UIA) a immédiatement annoncé qu'elle approuvait "le plan de restructuration de la dette publique en défaut, annoncé par le Gouvernement National, parce qu'elle permet de la rendre compatible la croissance de l'économie avec le paiement des obligations du pays". Il convient de rappeler alors qu'en 2002, l'UIA avait célébré la dévaluation et la cessation de paiement, qui lui ont servi pour solder ses dettes en dollars, dette qui avait été pésifiée et la différence une fois de plus, avait été socialisée sur le dos de toute l'argentine. En définitive, la sortie du défaut n'implique pas autre chose que maintenir le pays cassé et poings liés aux tueurs à gages de la finance mondiale.

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi